

Ces profonds défauts dans la formation des élites françaises qui nous fragilisent tant face au Covid-19



La France est déclassée et la crise du COVID-19 a servi de révélateur au déclin de son leadership. De l'obésité de l'Etat à l'obsession pour l'Europe, les causes sont multiples.

Avec Edouard Husson

Le pays le sent dans ses profondeurs. La France n'a pas de président à la hauteur et le successeur n'est pas en vue. L'actuel titulaire de la fonction de Premier ministre représente un point bas dans l'histoire de l'Hôtel Matignon. Le bêtisier des ministres s'épaissit chaque jour. Mais le problème apparaît plus profond. La France est déclassée et la crise du COVID-19 a servi de révélateur. Le pays de Pasteur a été incapable de produire un vaccin contre le virus chinois; peut-être d'ailleurs le vaccin n'était-il pas la seule voie mais des nuées de bureaucrates et de plomitifs se sont empressés de faire taire des médecins et des scientifiques qui proposaient d'autres façons de combattre l'épidémie. Le pays n'a pas seulement révélé, à l'occasion de la crise, qu'il n'avait plus les moyens d'une autonomie stratégique, industrielle, organisationnelle: le pays de Tocqueville vit une

véritable régression des libertés, de la démocratie; le débat y devient interdit, par censure ou auto-censure: à l'université, dans les médias, à l'Assemblée, au sein de la Conférence des Evêques de France etc. Essayons d'identifier certaines des raisons pour lesquelles on en est arrivé à un tel déclin du leadership français.

1. L'obésité de l'Etat

La France bat tous les records de fiscalité et de prélèvements obligatoires. Presque 60% du PIB est redistribué par l'Etat et pratiquement 1/3 des emplois relèvent de la sphère publique ou subventionnée. Quand on regarde le budget de l'Etat, les moyens mis à la disposition du secteur régional (police, justice, défense) sont en régression au profit de « l'Etat social », de la couverture du chômage (depuis des années deux fois plus élevé que chez nos partenaires) et de la fonction publique territoriale. Non seulement le pays n'apprend plus à se défendre, à garantir sa sécurité, à lutter contre le crime de manière efficace mais il encourage l'assistanat, il déshabite les gens de l'idée que le bon travail doit être récompensé (une grande partie de la classe politique frétille quand on parle de revenu universel) et le goût du risque s'émousse de plus en plus. Une société qui relève de l'assistanat ne produit plus de leaders.

2. « L'Europe, l'Europe, l'Europe ».

La France possède le deuxième domaine maritime au monde après les Etats-Unis. Mais nos dirigeants le savent-ils encore? Nous laissons les Chinois préparer la victoire des indépendantistes au troisième référendum en Nouvelle-Calédonie. Emmanuel Macron s'apprêtait à donner les îles Eparses à Madagascar jusqu'à ce qu'une polémique gèle l'opération. La puissance du XXI^e siècle se joue sur les océans mais notre classe dirigeante est obsédée par l'Union Européenne, elle y investit 90% de son énergie extérieure. Sans résultat probant d'ailleurs. « L'Europe » est prétexte à discours grandiloquents sur la souveraineté européenne, à endettement excessif à l'abri des taux d'intérêt allemands. Mais nous savons de moins en moins placer nos pions à tous les postes-clé de l'Union. Notre classe politique et nos hauts-fonctionnaires regardent de haut les « petits pays », qui tirent pourtant bien plus d'avantage que nous de l'appartenance à l'UE. « L'Europe » est devenu un horizon abêtissant, qui légitime l'absence d'ambition de notre classe dirigeante.

3. Le refus de la puissance

Nos dirigeants se comportent au sein de l'UE comme dans l'ensemble de la mondialisation, comme des rentiers et non comme des conquérants. Les dirigeants allemands, que nous admirons tant, les dirigeants britanniques, qui ont réalisé le Brexit, sans parler des Russes, des Américains ou des Chinois ont une ambition dans la mondialisation. Rapporté à la population, la France a produit moins de milliardaires (même expatriés) que les autres grands pays dans les années du néolibéralisme triomphant. Il manque à notre classe dirigeante le «fighting spirit »; ou, si l'on préfère, la

furia francese a disparu. Depuis Giscard, la France se vit en « puissance moyenne ». Elle a rejeté la vieille leçon gaullienne: nous ne faisons rien si nous n'aspirons pas à la grandeur. Mais il semble que nous ayons abandonné toute grande ambition scientifique - le quinquennat de Nicolas Sarkozy fut la dernière période d'investissement important dans la recherche publique; toute ambition industrielle: le secteur secondaire ne représente plus que 10% de la population active. L'horizon des diplômés de nos écoles d'ingénieur, de commerce ou de l'ENA, c'est la finance, le conseil ou bien « la start-up nation » envisagée non pas comme une réalité mais comme un slogan. Comment produire des leaders quand on ne croit plus que la France puisse rayonner dans le monde?

4. La perte du sentiment national

A quoi reconnaît-on un dirigeant français dans une réunion internationale? Ce n'est plus au faible niveau d'anglais. Mais c'est le seul qui dit du mal de son propre pays. Au sein de l'Union Européenne, nous sommes les seuls à n'avoir pas compris que « l'Europe » est une composante de la stratégie nationale. Dans un monde où ce sont les nations, grandes ou petites, qui font les grands choix, nous sommes les seuls à avoir honte de ce que nous sommes. Depuis quarante ans, nos dirigeants ont fait du parti qui continue à défendre l'identité nationale le bouc émissaire de leurs renoncements. Quant au Général de Gaulle, ce sont ceux qui le trahissent le plus volontiers qui en parlent le plus souvent. L'Inspection Générale de l'Education Nationale s'est consciencieusement attachée à défaire tout ce qui pouvait inculquer l'amour de la France dans les programmes - et elle porte la première responsabilité dans le détraquement de la machine à assimiler les étrangers. Comment former des leaders français si on n'éduque plus les élèves à aimer la France?

5. La fin de l'ambition militaire

La Grande-Bretagne, à peine sortie de l'Union Européenne, vient de publier un document intitulé « Global Britain ». Elle y annonce son intention d'investir massivement dans la recherche scientifique et... la défense: nouvelle génération d'armes nucléaires, construction d'un nouveau porte-avions, recherche militaire, équipement des troupes pour pouvoir participer à l'équilibre des puissances dans l'Océan Pacifique etc.... La France, avec un budget de la Défense qui représente 1,8% du PIB, ne remplit même pas ses engagements vis-à-vis de l'OTAN. Nous nous gargarisons de « défense européenne » mais le secteur de la défense est un de ceux qui a été le plus maltraité par les coupes budgétaires des 20 dernières années. Le premier geste d'Emmanuel Macron a été de limoger un chef d'Etat-major des armées qui lui faisait remarquer que la situation budgétaire des forces armées n'était plus tenable. Quand le même président explique, face à l'épidémie de COVID 19, que le pays est en guerre, il ne pense pas un instant à mobiliser massivement le service de santé des armées. L'ambition militaire a fait la France, autant que le désir d'évangéliser les peuples, de diffuser l'amour de la liberté ou de repousser les frontières de la connaissance. Israël est devenue une « start-up nation », entre autres raisons, parce que la défense du pays joue un rôle central dans l'effort de

recherche. On ne produit pas de leaders s'il n'y a pas parmi eux des chefs de guerre, des vrais.

6. La perte de la culture générale

« La véritable école du commandement est la culture générale » écrit le Général de Gaulle dans « Le Fil de l'épée ». Et la culture générale fait aujourd'hui affreusement défaut à nos dirigeants. Il n'y a pas que l'abandon radical des humanités dans les parcours scolaires ni la fin de l'enseignement de l'histoire par la chronologie qui soient en cause. La crise du COVID 19 a révélé une chute vertigineuse de cette culture scientifique générale qui était banale pour les dirigeants français jusque dans les années 1970. Le « tout confinement », le refus de la notion d'immunité collective, le refus de faire confiance aux médecins de ville, l'effarement devant le fait qu'un virus ait des « variants » etc..., tout cela relève largement de la perte du bon sens que donnait une culture générale solide, socle des bonnes décisions politiques.

7. La perte de l'ambition éducative et scientifique

Pendant longtemps, la France s'est enorgueillie d'aimer la raison, la connaissance, la science. Nous étions le pays « des Lumières ». Le XIX^e siècle est un grand siècle français, malgré les déboires politiques et militaires, parce que la science française est à la pointe des découvertes en Europe. La France s'enorgueillissait de ses artistes, ses penseurs, ses savants, ses découvreurs. Aujourd'hui, on se demande pourquoi nous ne produisons plus de culture ni de science qui rayonne, sauf exception. Mais nous avons mis le « principe de précaution » dans la Constitution. Nous sabotons notre industrie nucléaire, où nous avions une avance technologique et organisationnelle considérable. Nous choisissons une écologie idéologique plutôt qu'une véritable science de l'environnement. Sans compter que nous payons très mal nos instituteurs (pardon, nos professeurs des écoles), nos professeurs (réduits à l'état d'enseignants), nos chercheurs. Quand des pays aussi différents que la Finlande, Israël ou la Corée du Sud consacrent 4% de leur PIB à la recherche, nous atteignons péniblement la moitié. Notre dernier prix Nobel a obtenu sa récompense depuis un laboratoire berlinois....

8. La nouvelle bêtise idéologique

La France a souvent été dérangée par des modes idéologiques: le catharisme a causé l'une des premières guerres civiles françaises; la querelle du protestantisme a plongé le pays dans un demi-siècle de chaos; la révolution française a donné lieu à l'une des grandes dilapidations de capital comme notre histoire en connaît régulièrement. Au XX^e siècle, le marxisme a empoisonné beaucoup de débats français. Cependant, il y a eu, à toutes les époques que nous évoquons, des réactions vigoureuses du corps social pour désidéologiser, sortir de la guerre civile, retrouver une capacité au débat. La caractéristique de ce début de XXI^e siècle, c'est au contraire la perte du débat. Il y a une vingtaine d'années, déjà, on parlait de la « pensée unique ». A présent, la situation s'est encore aggravée: qu'on l'appelle culture woke, cancel culture, islamo-gauchisme ou autrement, une intolérance complète s'est emparée des débats publics,

médiatiques et, surtout, de l'espace universitaire. Les facultés françaises de sciences sociales sont en train de se transformer en plateformes idéologiques, d'où toute pensée, toute recherche, toute curiosité sont bannies au profit d'émotions idéologiques débouchant sur des chasses aux sorcières et des lynchages au nom de l'idéologie du genre, de l'anti-impérialisme, de l'écologie, de l'indigénisme, du décolonialisme etc.

9. L'effondrement intellectuel et moral de l'Eglise catholique

La France des XIX^e et XX^e siècles fut le lieu de débats passionnés autour de l'Eglise. Soit qu'on la combattît férolement, comme les philosophes du XVIII^e siècle, les anticléricaux du XIX^e siècle ou les marxistes du XX^e siècle. Mais l'Eglise trouvait dans l'adversité l'occasion de rebondir, de riposter, de reconquérir une partie de la population. Aujourd'hui, l'encéphalogramme est quasi-plat. Ce n'est pas seulement parce que les catholiques n'ont plus d'adversaire structuré; ou bien parce qu'ils sont devenus une minorité: non, les pontificats de Jean-Paul II et Benoît XVI avaient donné aux catholiques des raisons de croire à nouveau en eux-mêmes sans besoin d'un stimulus - comme en témoignait la « Manif pour Tous ». Mais l'élan des deux pontificats s'est cassé. La capacité qu'avait eu la génération du Cardinal Lustiger à revigorer le clergé français est retombé. L'Eglise s'est désintéressée de la question sociale. Surtout, elle a baissé pavillon dans deux domaines: elle ne cultive plus la raison dans la grande tradition thomiste; elle ne défend plus la « loi naturelle » ni l'absolu des codes moraux. De ce point de vue, la crise de la pédophilie ou l'absence d'opposition de la hiérarchie épiscopale aux mesures sanitaires liberticides ne sont que des symptômes. L'Eglise de France ne produit plus de leadership pour la société.

10. La perte du sens de la liberté

Peut-être aurait-il fallu commencer par ce point. De Gaulle disait qu'il existait « un pacte vingt fois séculaire entre la France et la liberté du monde ». Emmanuel Macron, lui, déteste les « Gaulois réfractaires ». Il fait matraquer les Gilets Jaunes. Il gouverne, depuis un an, selon une véritable « dictature sanitaire ». Mais le plus étonnant, c'est l'absence d'opposition. Madame le Pen est obsédée par sa propre « normalisation ». L'opposition LR ne croit plus qu'il vaille la peine d'être en opposition. Jean-Luc Mélenchon se pose en incarnation de la République mais il courtise l'islamisme. Les Verts parvenus à des responsabilités municipales ne pensent qu'à entraver la vie urbaine par des règlements absurdes. En démocratie représentative, cela signifie que le corps social lui-même ne se bat plus pour sa liberté. Combien de Français sont-ils réfractaires au masque en plein air? Combien d'universitaires courbent-ils le dos sous les coups de l'islamo-gauchisme au lieu de dire ce qu'ils pensent? Combien de chambres de commerce ont-elles défendu les commerçants victimes des oukases macroniens? Combien de twittos se mobilisent-ils quand un compte est arbitrairement fermé par le réseau social? L'absence de leadership vient aussi - surtout ! - de la perte du terreau de la liberté.